

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARTISANAT À BOUIRA

Sous le signe de l'authenticité et de l'innovation

C'est sous le signe de l'authenticité et l'innovation que la Journée nationale de l'artisanat, qui correspond au 9 novembre de chaque année, a été célébrée cette année à la wilaya de Bouira.

Plus de 60 artisans venus des quatre coins de la wilaya ont participé à cette manifestation qui se voulait d'abord un échantillon du large spectre des activités inscrites dans le registre de l'artisanat et répertoriées au niveau de la wilaya de Bouira.

En effet, au total, ce sont quelque 2 600 artisans à Bouira et 5 400 artisans à Béjaïa qui sont adhérents à la Chambre de l'artisanat et des métiers de Béjaïa et de Bouira.

Des artisans qui viennent d'avoir comme cadeau pour leur journée la décision du ministre de la PME et de l'Artisanat d'exonérer à vie les artisans exerçant dans l'artisanat d'art comme la poterie, la sculpture sur bois, la maroquinerie...

Au niveau des ex-Galeries où est abritée cette manifestation et où existe le siège de la direction



Photo : DF

de la PME/PMI, les dizaines d'artisans présents ont eu, outre l'occasion d'exposer leur produit, le faire connaître au grand public ainsi que la vente promotionnelle, l'opportunité de rencontrer les autorités de wilaya pour leur exposer leurs préoccupations majeures qui consistent le plus souvent en la cherté de la matière première ainsi que le manque de locaux professionnels pour l'exercice

de leurs métiers. Outre cela, et d'après le directeur de la CAM Béjaïa-Bouira, M. Zoulim Nour, la manifestation permettra aux citoyens d'avoir les informations et toutes les aides de l'Etat concernant les activités entrant dans le cadre de l'artisanat avec le Fonds national de la promotion de l'artisanat traditionnel ou (FNPAT).

Pour sa part, le président de la CAM Béjaïa-Bouira, Amar

Khendriche, évoque les assises nationales de l'artisanat et des métiers qui auront lieu vers la fin du mois en cours et qui se pencheront sur la stratégie nationale de l'artisanat à l'horizon 2010-2025.

Ces assises sont venues après les regroupements régionaux qui ont eu lieu à travers le pays.

Y. Y.

TIZI-GHENIFF

Les habitants du lotissement 5-Juillet ferment l'APC du chef-lieu

Les habitants du lotissement 5-Juillet, sis au centre-ville du chef-lieu de la daïra de Tizi-Gheniff, ont procédé lundi matin à la fermeture de la mairie suite à la non-satisfaction de leurs revendications.

Les contestataires qui, il y a près d'un mois, ont émis, comme rapporté dans nos précédentes éditions, une plateforme de revendication qui comprenait plusieurs points dont l'annulation des taxes foncières, la délivrance des actes de propriété, la viabilisation des artères du lotissement, la réouverture de la route au niveau de la Sûreté de daïra, même partielle, la dégagement de l'espace entre le lotissement et le CEM Boubaghla-Saïd des matériaux de construction qui s'y trouvent, encore qu'il y a eu mise en demeure de le faire, alors qu'il est sur le chemin des habitants et écoliers qui fréquentent cet établissement, etc.

Des copies de ces doléances ont été remises au P/APC, au chef de daïra et au wali, mais en vain, malgré l'existence des fiches techniques et même le choix des entreprises, ces dernières attendant toujours le feu vert pour entamer les travaux, ce qui tarde à venir.

Les membres de l'association Lotissement 5-Juillet considèrent que le gel des activités de la mairie est, malheureusement, le seul moyen de régler ces problèmes et c'est ce qu'explique son président : «C'est malheureux d'en arriver à des situations pareilles et bloquer des institutions, mais passer à l'action est le seul recours.»

Et d'ajouter : «C'est au mois de juillet dernier que nous avons envoyé, sous l'égide de la daïra, une demande d'audience au wali mais sans suite.» Interrogé sur la durée de leur action et ce qu'ils prévoient de faire, notre interlocuteur nous répond : «Notre action durera jusqu'à ce que le wali vienne et prenne des engagements

sur place», tout en nous assurant qu'ils comptent y aller encore plus loin s'il le faut. Ces habitants, donc, sont restés sur place toute la journée, ne laissant personne entrer ou quitter les lieux, et sont fermement décidés à aller jusqu'à la satisfaction de leurs doléances et ainsi en finir, une fois pour toutes, avec des problèmes qui leur hantent l'esprit depuis belle lurette.

Aux environs de 14h30, le P/APC par intérim a demandé aux forces de l'ordre d'intervenir pour disperser les contestataires, et sans la sagesse de certains d'entre eux, les choses auraient pu connaître une autre tournure. Par ailleurs, on nous dit que le chef de daïra et le wali ont pris des engagements, à travers le DUC, mais les protestataires signalent que d'ici un mois si rien ne s'arrange, ils reviendront à la charge, quitte à renouer avec l'ère 2001, précisent-ils.

Tezkratt A.

AFFAIRE DU CADRE DE L'OPGI

ARRÊTÉ POUR CORRUPTION À ORAN

Le procès reporté à lundi prochain

Le procès du haut cadre de l'OPGI, qui a été arrêté par la police et écroué depuis deux semaines pour corruption, a été renvoyé à lundi prochain, à la demande de la défense, alors qu'il devait avoir lieu ce lundi au tribunal correctionnel de Djamel Eddine. Selon une source sûre, le directeur général de l'OPGI aurait été interrogé, en qualité de témoin, dans le cadre de l'enquête ouverte à propos de cette affaire. Pour rappel, il s'agit d'un haut responsable administratif de l'OPGI d'Oran qui a exigé 140 millions de centimes à un entrepreneur redevable à l'Office en question d'un milliard 400 millions de centimes pour la régularisation de sa situation et qui a été arrêté en flagrant délit.

Ben Aziz

EL-BAYADH

Des faussaires à Brizina

Pas moins de 300 000 DA en fausses coupures de 1 000 DA ont été récupérés par des douaniers, ce dimanche, du côté de Brizina, une commune relevant de la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris de source sûre. La même source affirme que les douaniers avaient tendu une souricière aux faussaires qui devaient écouler ces billets scannés sur le marché de bétail mais ces derniers avaient été prévenus à l'avance.

Ils ont abandonné leur véhicule, une Peugeot 404 bachée, sur la route et ont disparu dans la nature. Les douaniers ont découvert la fausse monnaie dissimulée à l'intérieur de la voiture, indique cette source. A l'approche de l'Aïd, les malfaiteurs trouvent facilement les idées qui leur permettent de s'enrichir sur le dos de la société. La gendarmerie a déclenché des investigations pour identifier les mis en cause.

Liès Mourad

BISKRA

Un dispositif de production locale des dérivés du palmier

Un dispositif de production locale de dérivés du palmier sera mis «prochainement» en place dans la wilaya de Biskra au profit du secteur de l'artisanat, a indiqué, lundi, le directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM). Ce dispositif «assurera la prise en charge des artisans spécialisés dans ce créneau à travers la wilaya et les accompagnera dans le développement de leur activité», a souligné ce responsable en marge d'une exposition mettant en valeur des produits de l'artisanat local, organisée à la maison de la culture Ahmed-Rédha-Houhou.

Un travail de proximité sera mené dans ce cadre en direction des artisans, portant sur «la mise en valeur de leur production lors de manifestations, l'orientation des porteurs de projets vers les organismes de soutien à l'accès au financement et l'encouragement des travaux de recherche scientifique liées aux dérivés des palmiers pour servir à la promotion de cette activité», a indiqué la même source.

Diverses activités artisanales portant sur l'exploitation des dérivés du palmier sont exercées à travers les oasis de Biskra. Elles portent notamment sur la production de confiture de dattes, de miel de dattes, de produits servant d'aliments de bétail, outre la fabrication de divers objets (couffins, chapeaux et tapis) à base de fibres de palme.

Le Centre de recherche scientifique et technique en zones arides, le Centre national algérien pour la recherche agronomique, l'Institut technique pour le développement de l'agriculture saharienne et l'université Mohamed-Khider sont associés à ce programme.

L'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) et le Fonds de la zakat constitueront des «établissements d'appui au dispositif», a noté la même source.

Sont en outre considérés membres de ce dispositif, la direction de la PME et de l'artisanat, la direction du tourisme, la Chambre d'agriculture, la direction des services agricoles, la direction de la formation professionnelle, les Assemblées populaires communales et plusieurs opérateurs économiques, a ajouté le directeur de la CAM. Cette diversification des partenaires vise à donner au dispositif «toute la dynamique nécessaire à son succès», a affirmé ce responsable, assurant que la finalité de ce processus sera «la création de nouveaux emplois et l'implication des associations professionnelles dans le développement économique local».

APS